

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1919-1920.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES
POUR L'EXERCICE 1920 ⁽¹⁾

Tableau XVIII. — Voies et Moyens.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

Les prévisions énoncées dans le projet de Budget qui vous est soumis sont empreintes, en ce qui concerne les Voies et Moyens, d'une grande incertitude. Deux circonstances concourent à élargir la marge que tout budget comporte en pareille matière. D'une part, l'instabilité des conditions économiques et la mobilité des prix peuvent modifier, de la façon la plus imprévue, le rendement d'un impôt, si précises que soient les dispositions qui en règlent la perception; d'autre part, les profondes modifications introduites dans notre régime fiscal par l'œuvre législative de ces derniers temps donnent ouverture à des conjectures que seule l'expérience permettra de fixer en des évaluations à peu près certaines.

⁽¹⁾ Budget, n° 56.

⁽²⁾ La Section centrale, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. CARTON DE WIART, MECHELYNCK, BERTRAND et TIBBAUT, *vice-présidents*; MM. BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÉZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN-DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM et WAUVERMANS.

PREMIÈRE SECTION. — RECETTES ORDINAIRES

CHAPITRE PREMIER.

Impôts.

ARTICLE PREMIER. — *Impôts cédulaires sur les revenus :*

Contribution foncière	fr. 60,000,000 »
Taxe mobilière.	75,000,000 »
Taxe professionnelle	100,000,000 »

Le premier de ces trois chiffres est justifié par l'assertion que le revenu réel de la propriété immobilière s'élève à 1,200 millions tandis que le revenu cadastral imposable n'atteignait que 430 millions de francs. Dès 1914, on évaluait ce revenu réel à 830 millions ⁽¹⁾; escompter une majoration de 30 % n'est pas exempt de quelque audace.

L'État prélèvera 10 % de ce revenu, mais devra verser la moitié du produit dans les caisses des provinces et des communes.

Les deux autres chiffres inscrits à titre de produits de la taxe mobilière et de la taxe professionnelle sont beaucoup plus difficiles à vérifier. On perdrait son temps à les discuter, tant est vaste le champ des possibilités et des variations. Ils sont basés pourtant sur les résultats de savantes études et sur des approximations poussées aussi loin que possible. Soumis à la critique des spécialistes, ils n'ont point paru sortir des limites tracées par la prudence ⁽²⁾.

On peut en dire autant de l'impôt complémentaire sur le revenu global (supertaxe) inscrit à l'article 2 pour 80,000,000 de francs. Cette évaluation résulte d'un calcul empirique, dont l'exactitude échappe à tout contrôle. Pour en juger, il faut attendre les résultats que donnera l'application de ces formules, dont le rendement subira les alternatives des années grasses et des années maigres : d'où un élément aléatoire dans la balance budgétaire.

(1) Cf. CLAVIER, *La Fortune belge à la veille de la guerre*.

(2) *Moniteur des Intérêts Matériels*, 22 février 1920.

Il conviendra que le Parlement, soit mis à même de suivre de près la recette de ces divers impôts, si étroitement liée au développement de la richesse publique.

En attendant la mise en application intégrale de la loi d'impôt sur le revenu, la loi du 27 mars 1920, en vue de procurer des ressources au Trésor, autorise « le Gouvernement à percevoir, à titre d'acompte, sur les » impôts dus pour 1920, en vertu de la loi du 29 octobre 1919, une » somme égale au montant des contributions foncière et personnelle et du » droit de patente compris dans les rôles de 1919. » La perception de l'impôt sur le revenu se trouve retardée pour les raisons indiquées dans l'exposé de la loi allouant des crédits provisoires. On compte pouvoir appliquer intégralement la loi relative à cet impôt immédiatement après que la Législature se sera prononcée sur les modifications proposées à la loi du 29 octobre 1919.

ART. 5. — *Taxe sur les spectacles et autres divertissements publics :*

6,000,000 de francs.

On escompte que la taxe sur les spectacles et autres divertissements publics aura un rendement annuel de 15 millions de francs.

La loi n'aura d'effet que pendant les trois derniers trimestres de 1920.

$$\frac{15 \times 3}{4} = 11 \text{ millions dont les } \frac{6}{10}^{\circ} \text{ reviennent à l'Etat.}$$

$$\frac{11 \times 6}{10} = 6,600,000 \text{ francs.}$$

ART. 7. — *Douanes : Droits d'entrée : 127,901,600 francs.*

La recette encaissée dans le cours de l'exercice 1919 s'est élevée à fr. 146,671,828,68; le début du présent exercice permet d'escompter une augmentation considérable, de telle sorte que les prévisions budgétaires seraient très largement dépassées.

La politique douanière et les traités de commerce constituent l'un des objets les plus importants qui sollicitent, au lendemain de la guerre, l'attention du Parlement. Déjà, en de nombreuses séances auxquelles assistèrent plusieurs membres du Gouvernement, les Commissions des Affaires étrangères et des Affaires économiques ont jeté les bases du régime futur. Cependant aucun acte décisif n'est intervenu dans ce domaine d'une importance capitale.

Au point de vue spécial des Voies et Moyens, on peut souhaiter que, sans précipiter la solution du problème principal, il soit opéré

des retouches dans le tarif douanier de manière à mettre celui-ci en concordance avec la hausse générale des prix. De cette simple mesure d'application, consistant à substituer des droits à la valeur aux droits spécifiques ou à relever ces derniers dans la mesure qui convient, pourrait résulter un accroissement très considérable des ressources produites par les droits d'entrée.

La Section centrale a cru opportun de recommander l'adoption de cette méthode.

Un membre ayant désiré connaître le montant des droits perçus, en 1919, sur les diverses catégories de marchandises de provenance française, l'Administration a fourni le relevé suivant :

1. Animaux vivants	fr.	37,097	»
2. Objets d'alimentation et boissons.		4,265,510	»
3. Matières brutes ou simplement préparées		990,029	»
4. Produits fabriqués		24,953,792	»
TOTAL		fr.	30,246,428

Dans les droits de *douane* perçus sur les marchandises rangées dans la deuxième catégorie, ne sont pas compris les droits d'entrée perçus sur les vins, à titre de droits d'*accise*. D'après les quantités de vins constatées à l'importation de France, on peut estimer approximativement à 5 1/2 millions de francs le montant des sommes payées sur ces produits.

ART. 8. — *Accises* : 95,214,030 francs.

Le rendement des *accises* n'atteignit en 1919 que fr. 44,397,308 43. Mais, sous l'influence des lois nouvellement votées par le Parlement comme aussi du retour aux conditions normales, un chiffre beaucoup plus élevé peut être escompté pour l'exercice en cours.

On voit par le tableau transcrit ci-dessous que les recettes acquises durant les mois de janvier et février 1920 sur la plupart des produits soumis au droit d'*accise* dépassent la moyenne prévue au Budget. Une exception importante doit toutefois être signalée : le produit des eaux-de-vie, estimé à 50 millions pour l'année, y compris la part du fonds communal, n'atteint pour les deux premiers mois que 1,115,410 francs.

L'impôt sur la consommation du tabac n'est pas encore appliqué ; mais il résulte des renseignements recueillis qu'il fournira un rendement très satisfaisant.

NATURE DES PRODUITS.	Évaluations budgétaires pour 1920.	Sommes perçues pendant les mois de janvier et de février 1920.
Vins étrangers fr.	13,000,000	2,988,870
Vins mousseux	1,600	9,370
Eaux-de-vie	50,000,000	1,115,410
Bières	10,000,000	2,491,332
Vinaigres de bière	1,200	»
Vinaigres autres que de bière	»	13,184
Acide acétique	5,000	9,059
Sucres et sirops de raffinage	20,000,000	4,864,681
Glucoses	250,000	67,302
Margarine.	600,000	221,595
Tabacs :		
Droit d'accise sur les tabacs étrangers.	6,000,000	2,231,488
Droit d'accise sur les tabacs indigènes	8,000,000	980,141
Droit proportionnel de consommation	15,000,000	(¹)
Vins de fruits frais	»	15,495
TOTAL. . fr.	122,857,800	15,007,927

ART. 10-17. — *Enregistrement, successions, timbre, etc.* :

163,250,000 francs.

Les recettes obtenues en 1919 du chef des droits de cette catégorie se sont élevées à fr. 186,824,928.85, se décomposant comme suit :

ART. 10. — Enregistrement et transcription. fr.	128,134,501	67
Id. 11. — Greffe	1,098,348	92
Id. 12. — Hypothèques	790,248	18
Id. 13. — Successions	43,145,227	48
Id. 14. — Timbre	18,471,635	73
Id. 15. — Naturalisations	»	
Id. 16. — Amendes en matière d'impôts	584,510	53
Id. 17. — Amendes de condamnations en matières diverses et dommages-intérêts	568,587	28
TOTAL fr.	192,793,059	79

Ajoutons à ce total fr. 5,968,796.04, montant des recouvrements opérés en 1919 sur les produits de l'exercice 1918, à rattacher à l'exercice 1919.

Sous l'influence de diverses circonstances, notamment de l'application de la loi du 11 octobre 1919 sur les droits de succession, il paraît certain que

(1) Ce droit n'est pas encore en vigueur.

les prévisions budgétaires établies pour ces articles seront très largement dépassées ⁽¹⁾.

Au sujet de certains de ces droits, les questions suivantes ont été posées :

Question.

« Le Gouvernement a-t-il pris les mesures nécessaires pour rendre effective la perception de l'impôt sur le timbre des quittances? Quel rendement prévoit-on pour cet impôt ? »

Réponse.

« Les dispositions ont été prises pour rendre effective la perception de l'impôt du timbre sur les quittances. La gravure du modèle est achevée, la confection des plaques galvanoplastiques sera poussée avec diligence pour qu'il puisse être procédé sans retard à l'impression.

» Il est à prévoir cependant que ce timbre ne pourra être mis en circulation avant le 1^{er} juillet prochain.

» Le rendement présumé de cet impôt est de 2,500,000 francs l'an. »

Question.

» L'article 17: « amendes de condamnation en matières diverses et dommages-intérêts » comprend-il les condamnations prononcées pour trafic avec l'ennemi? Dans ce cas les prévisions ne doivent-elles pas être considérablement majorées ?

» Quels sont respectivement les chiffres des demandes, des condamnations et des recouvrements pour les amendes de cette nature ? »

Réponse.

« Cet article comprend toutes les amendes quelconques en quelque matière que ce soit ainsi que les dommages-intérêts en matière forestière, dont le recouvrement se poursuit suivant la même procédure que les amendes de condamnation.

» La perception de toutes les sommes visées à l'article 17 en question se fait par le receveur des amendes et frais de justice.

» Ce sont les receveurs des domaines qui sont chargés du recouvrement des dommages-intérêts auxquels sont condamnés les trafiquants avec l'ennemi. Les sommes qui entreront de ce chef dans la caisse de l'Etat seront inscrites en recettes au chapitre III sous l'article 29 « Domaines, Valeurs capitales ». Elles feront l'objet dans le développement du budget d'une subdivision spéciale intitulée: « Dommages-intérêts prononcés en faveur de l'Etat en matière criminelle et pénale ».

« Dans les explications données à l'appui de l'article 28 du tableau XVIII (Voies et Moyens), le Gouvernement a dit que le produit de cette source de

(1) Une plus-value de 150 millions peut être espérée.

recette devait être majoré d'une façon très sensible sur les années antérieures, parce qu'il y avait à prévoir notamment le recouvrement de dommages-intérêts prononcés ou à prononcer à charge des traîtres et des pourvoyeurs de l'ennemi. A l'heure actuelle, disait-il, les condamnations s'élèvent à plus de 7 millions.

» Le Département des Finances ne connaît pas les chiffres des demandes de dommages-intérêts. Il suffira de signaler que, d'après les extraits d'arrêts qui nous ont été délivrés jusqu'à ce jour, le montant des condamnations dépasse 65 millions. Le Ministère des Finances s'est mis d'accord avec le Département de la Justice pour que celui-ci lui fasse parvenir les extraits d'arrêts au fur et à mesure des condamnations.

» On devrait demander des renseignements à tous les bureaux de l'Enregistrement et des Domaines du pays pour connaître le montant des recouvrements opérés. On peut supputer à un million le montant des recettes effectuées à ce jour.

» Ce chiffre doit paraître à première vue peu élevé si on le met en regard du chiffre des condamnations prononcées. Mais il est à noter que la plupart des débiteurs sont frappés de la taxe sur les bénéfices de guerre pour le recouvrement de laquelle l'administration des contributions à un privilège; d'autres ont mis leur fortune à l'étranger, à l'abri des poursuites de l'État belge; dans beaucoup de cas enfin les poursuites en recouvrement sont en cours. »

Avant de terminer cet examen des ressources d'impôts, nous noterons que l'impôt sur les opérations de Bourse produira, d'après les évaluations de l'Administration compétente, une recette de 3 1/2 millions de francs. L'on sait que cet impôt est prélevé à raison de 0.30 ‰ sur les valeurs qui font l'objet des transactions taxées (Loi du 1913). En France récemment, la Commission des changes de la Chambre des Députés a décidé le relèvement des droits sur les opérations de Bourse, sauf pour les rentes françaises, et proposé le taux de 0.50 ‰ ⁽¹⁾. En adoptant une mesure analogue en Belgique, il ne semble pas que l'on s'expose à voir diminuer le volume des transactions, pourvu que le taux de l'impôt soit judicieusement établi.

CHAPITRE II.

Les Péages.

ART. 18. — *Rivières et canaux* : 2,000,000 de francs.

ART. 19. — *Part revenant à l'État dans le produit net des quais de l'Escaut à Anvers* : 600,000 francs.

(1) *Bulletin de Documentation économique*, n^o 120, art. 3826.

ART. 20. — *Avant-port d'Ostende et bassin à flot de Nieuport. Droits de quai et de bassin : 20,000 francs.*

ART. 21. — *Part revenant à l'État dans le produit net de l'avant-port de Gand : 500,000 francs.*

Ces articles sont susceptibles de produire des recettes croissantes à mesure que les travaux de restauration favoriseront le développement des transports par eau.

ART. 22. — *Chemins de fer : 600,000,000 de francs.*

ART. 23. — *Télégraphes et Téléphones : 34,745,200 de francs.*

ART. 24. — *Postes : 38,876,920 de francs.*

Ces trois chiffres, qui exercent une influence prépondérante sur le résultat de l'exercice financier de l'État, sont commentés dans le rapport sur le Budget du Ministère des Chemins de fer.

ART. 25. — *Produit du service des bateaux à vapeur entre Ostende et Douvres : 4,000,000 de francs.*

ART. 26. — *Produit du passage d'eau d'Anvers à la Tête de Flandre : 400,000 francs.*

ART. 27. — *Produit du service des transports par eaux intérieures : 29,660,000 de francs.*

Ces trois articles offrent ensemble une majoration de recettes de 26,890,000 de francs dont la prévision est justifiée par l'accroissement du trafic et la revision des tarifs.

CHAPITRE III

Capitaux et revenus.

Le rendement total des recettes qui composent ce chapitre s'élève à 60,803,385 francs contre 67,060,305 francs prévus pour 1919. Les différences en plus ou en moins sont soigneusement justifiées dans la note à l'appui des évaluations des recettes, qui accompagne le projet de budget.

Nous ne signalerons dans ce chapitre que trois articles d'un intérêt particulier :

ART. 28. — *Domaines* : 15 millions de francs, en augmentation de 11,500,000 francs sur les prévisions de 1919.

Le principal motif de cette majoration réside dans le fait que, sous cet article, seront inscrites les sommes de dommages-intérêts obtenues par l'État des personnes condamnées par application de l'article 115 du Code pénal. Des explications sont fournies plus haut sur ce point, à propos de l'article 17 du tableau.

ART. 37. — *Produit de l'emploi des fonds de cautionnements et de consignations* : 2,350,000 francs contre 12,500,000 francs en 1919.

ART. 45. — *Part réservée à l'État par la loi du 26 mars 1900 dans les bénéfices annuels réalisés par la Banque Nationale de Belgique* : 5 millions de francs contre 16 millions de francs.

Dans les prévisions budgétaires de 1919, ces deux articles étaient grossis des produits arriérés de 1914 à 1918.

ART. 46. — *Bonification d'un quart pour cent par semestre sur l'excédent de la circulation moyenne au-delà de 275 millions de francs des billets de la Banque Nationale de Belgique (Loi du 26 mars 1900, art. 2, 3^e alinéa)* : 22 millions de francs contre 20 millions de francs en 1919.

En vertu de la loi du 19 juillet 1919, cette bonification est réduite d'une somme de fr. 8,430,000 à raison des avances faites à l'État pour le retrait des monnaies allemandes. Au point de vue de la balance budgétaire, on peut critiquer le procédé qui consiste à maintenir la recette totale dans le Budget ordinaire et à présenter comme une dépense extraordinaire la réduction qui doit s'opérer sur cette recette.

CHAPITRE IV.

Remboursements.

Les recettes de ce chapitre s'élèvent à 19,707,924 francs contre 45,968,624 francs, somme portée au Budget de 1919.

A l'article 50 : *Frais de perception des revenus provinciaux et commu-*

naux, s'inscrit une majoration de 5,500,000 francs, à raison de l'importance croissante de ces revenus et de l'augmentation du taux de la remise.

Comme différences en moins, il faut noter :

ART. 56. — *Rentes diverses et accidentelles* : 4,000,000 de francs contre 9,820,700 francs, en 1919. Ceci provient de ce que l'exercice 1919 a bénéficié des remboursements dus par la Caisse des veuves et orphelins, qui s'élevaient à 17,820,700 francs.

ART. 62. — *Part des provinces et des communes dans le paiement des pensions des instituteurs communaux* (loi du 16 mai 1876) : 5,731,800 francs contre 20,071,800 francs.

Ce même crédit comprenait, en 1919, des arriérés pour une somme de 14,700,000 francs.

DEUXIÈME SECTION. — RECETTES EXCEPTIONNELLES.

ART. 66. — *Impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre* : 150,000,000 de francs, en majoration de 50,000,000 de francs sur les prévisions adoptées pour 1919.

Il s'agit des cotisations qui seront portées aux rôles de 1920, conformément aux règles établies pour la comptabilité de l'État.

*
* *

La Section centrale ayant exprimé le désir de prendre connaissance du tableau des redevables de l'impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre, il lui a été répondu :

« L'administration ne possède pas la liste des redevables de l'impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre et elle ne peut que s'en référer aux renseignements contenus dans le rapport aux Chambres, relatif à l'application du dit impôt. (Document n° 146.) »

A la date du 31 janvier 1920 :

718 cotisations établies à titre conservatoire formaient un total d'impôts de fr. 166,592.70 ;

7,010 déclarations vérifiées par la Commission de taxation révélaient une somme de bénéfices s'élevant à 336,866,249 francs ;

53,797 déclarations formulées avouaient des bénéfices dont le total monte à 497,669,480 francs. Ce dernier chiffre ne peut manquer d'être inférieur à la réalité.

D'où l'on peut conclure que la prévision de 150 millions de francs inscrite au présent budget est rationnellement établie.

ART. 67. — *Produit du butin de guerre* : 80 millions de francs.

ART. 68. — *Produit de la vente du matériel et des stocks de l'armée* :
20 millions de francs.

Chiffres admis sur des données assez vagues. Nous remarquerons que, dans le budget proposé par le Gouvernement français, la liquidation des stocks de l'armée contribue aux recettes extraordinaires, ce qui semble conforme aux principes qui président à la confection des budgets. Le butin de guerre paraît devoir, logiquement, être assimilé aux stocks.

ART. 69. — *Remboursement par l'Allemagne des frais des troupes belges d'occupation* : 95 millions de francs.

Ce chiffre est justifié dans la colonne d'observations.

TROISIÈME SECTION. — RECETTES EXTRAORDINAIRES.

ART. 74. — *Produit de la vente d'articles de ravitaillement*
1,359 millions de francs.

Tandis que, suivant les prévisions établies pour l'exercice de 1919, les recettes et les dépenses de l'Office du ravitaillement se balançaient, un déficit important s'annonce pour l'année 1920. Le rapport général en a donné un aperçu. Outre la différence qui sépare la recette inscrite au présent article de la somme des dépenses portées à l'article 102 du tableau XVII pour le ravitaillement de la population civile (1,504,300,000 francs), il faut prévoir une perte de 150 à 200 millions sur la vente du pain. Au total, un déficit de 300 millions au moins, sans tenir compte des secours.

ART. 75. — *Prélèvement sur le budget ordinaire de la part qui lui incombe dans les charges de la Dette publique portées au budget extraordinaire* :
40 millions de francs.

Cet article, qui forme la contre-partie de l'article 10 du tableau I, devra disparaître si la Chambre adopte la méthode proposée par la Section centrale pour le classement des charges de la Dette publique.

*
* *

En terminant ses travaux, la Section a reconnu qu'il importait de réaliser, le plus tôt possible, un équilibre *relatif* dans le Budget de l'État, en d'autres

termes, de couvrir par des recettes normales et permanentes les dépenses qui n'offrent pas un caractère exceptionnel ou transitoire ni ne sont recouvrables sur l'indemnité de guerre. Différentes ressources fiscales furent suggérées et discutées, chacun réservant son opinion sur ces questions qui n'entrent pas dans le cadre de l'examen du Budget.

*
* *

Sous réserve des observations ci-dessus formulées, la Section centrale vous propose, Messieurs, d'approuver le Budget des Voies et Moyens tel qu'il vous est soumis.

Le Rapporteur,

MAURICE HOUTART.

Le Président,

ÉMILE BRUNET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1919-1920.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1920 ⁽¹⁾

Tabel XVIII. — 's Lands Middelen.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

De ramingen van het u voorgelegd Begrootingsontwerp zijn, wat betreft 's Lands Middelen, hoogst onzeker. Door twee omstandigheden wordt aan elke begrooting eene grootere speelruimte gegeven dan die, welke zij op zoodanig gebied hebben moet. Eenerzijds kunnen de onvastheid van de economische toestanden en de schommelingen der prijzen de opbrengst eener belasting op de meest onvoorziene wijze beïnvloeden, hoe nauwkeurig de bepalingen, die de heffing daarvan regelen, ook zijn mogen; anderzijds geven de grondige wijzigingen, die in onze fiscale wetgeving werden gebracht door de jongste wetten, aanleiding tot vermoedens, welke men alleen op grond van de ervaring zal kunnen nader uitdrukken in eenigszins zekere ramingen.

(1) Begrooting, n° 56.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer BRUNET, bestond uit de heeren CARTON DE WIART, MECHELYNCK, BERTRAND en TIBBAUT, *ondervoorzitters*, BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM en WAUVERMANS.

EERSTE AFDEELING. — GEWONE ONTVANGSTEN

EERSTE HOOFDSTUK.

Belastingen.

EERSTE ARTIKEL. — *Cedulaire belastingen op de inkomsten :*

Grondbelasting	fr. 60,000,000 »
Belasting op roerende zaken	75,000,000 »
Bedrijfsbelasting	100,000,000 »

Het eerste van deze drie cijfers is gewettigd door de bewering dat het werkelijk inkomen van de onroerende eigendommen 1,200 millioen bedraagt, terwijl het belastbaar kadastraal inkomen slechts 430 millioen frank bereikte. Reeds in 1914 werd dit werkelijk inkomen geraamd op 830 millioen ⁽¹⁾; het ware eenigszins vermetel, eene verhooging van 50 t. h. te verwachten.

De Staat zal 10 t. h. van dit inkomen voorafnemen, doch de helft van de opbrengst moeten storten in de kassen van de provinciën en van de gemeenten.

De twee overige cijfers, vermeld als opbrengst van de belasting op roerende goederen en van de bedrijfsbelasting, kunnen moeilijker nagegaan worden. Ze te bespreken ware tijdverspilling, daar de mogelijkheden en de schommelingen zoo talrijk zijn. Zij steunen nochtans op de uitkomsten van gegronde studiën en op zoo juist mogelijke ramingen. Zij werden onderworpen aan het oordeel der vakmannen en het kwam voor, dat zij niet buiten de grenzen gaan, door de voorzichtigheid voorgeschreven ⁽²⁾.

Hetzelfde kan worden gezegd van de aanvullende belasting op het globaal inkomen (supertaxe), onder artikel 2 ingeschreven tot een bedrag van 80,000,000 frank. Deze raming is het gevolg van eene empirische berekening, waarvan de juistheid niet kan nagegaan worden. Om daarover te kunnen oordeelen, moet men afwachten welke de uitkomsten zullen zijn van de toepassing dier formules, waarvan de opbrengst afhankelijk zal zijn van de goede en van de slechte jaren: uit dien hoofde is er een wisselvallig bestanddeel in de Begrootingsbalans.

⁽¹⁾ Zie CLAVIER: *La Fortune belge à la veille de la guerre*.

⁽²⁾ *Moniteur des Intérêts matériels*, 22 Februari 1920.

Het Parlement dient in de mogelijkheid te worden gesteld, de opbrengst dier verschillende belastingen, waarvan zooveel afhangt voor den groei van het openbaar vermogen, van dichtbij te volgen.

In afwachting dat de wet betreffende de belasting op het inkomen gansch toegepast worde, machtigt de wet van 27 Maart 1920, strekkende tot het verschaffen van geldmiddelen aan de Schatkist, « de Regeering om, op de belastingen verschuldigd voor 1920, krachtens de wet van 29 October 1919, in mindering te heffen, eene som gelijk aan het bedrag van de grond- en personeele belasting en van het patentrecht der rollen van 1919 ». Het heffen van de belasting op het inkomen wordt vertraagd om de redenen uiteengezet in de toelichting der wet, waarbij voorloopige credieten worden toegestaan. Men hoopt de wet betreffende deze belasting in haar geheel te kunnen toepassen onmiddellijk nadat de Kamer zal uitspraak hebben gedaan over de voorgestelde wijzigingen in de wet van 29 October 1919.

ART. 5. — *Belasting op de vertooningen en andere openbare vermakelijkheden* : 6,000,000 frank.

Men schat dat de belasting op de vertooningen en andere openbare vermakelijkheden jaarlijks 15 miljoen zal opbrengen.

De wet zal alleen gedurende de laatste drie trimesters van 1920 uitwerking hebben :

$$\frac{15 \times 3}{4} = 11 \text{ miljoen waarvan } \frac{6}{10} \text{ aan den Staat toekomen.}$$

$$\frac{11 \times 6}{10} = 6,600,000 \text{ frank.}$$

ART. 7. — *Douanen, Inkomende rechten* : 127,901,600 frank.

De ontvangst voor het dienstjaar 1919 bedroeg fr. 146,671,828.68 ; de aanvang van het loopende dienstjaar laat toe te rekenen op eene aanzienlijke vermeerdering, zoodat de begrootingsramingen ruimschoots zullen overschreden worden.

Het tolstelsel en de handelsverdragen zijn de belangrijkste vraagstukken die, onmiddellijk na den oorlog, de aandacht van het Parlement vergen. Op talrijke vergaderingen, waaraan verscheidene leden van de Regeering deelnamen, hebben de Commissiën voor Buitenlandsche Zaken en voor Economische Zaken reeds de grondslagen van het toekomstig stelsel gelegd. Nochtans werd tot nu toe geene enkele vaste beslissing getroffen op dit gebied, dat van hoofdzakelijk belang is.

Inzonderheid ten opzichte van 's Lands Middelen, is het wenschelijk dat zonder de oplossing van het hoofdvraagstuk te overhaasten, wijzigingen worden gebracht in het tolltarief zoodat het in verhouding kome te staan tot de algemeene stijging der prijzen. Deze eenvoudige maatregel van toepassing, bestaande in het vervangen van de specifieke rechten door rechten naar de waarde of in de behoorlijke verhooging van de eerste, zou eene zeer aanzienlijke vermeerdering der geldmiddelen door de inkomende rechten voortgebracht, ten gevolg kunnen hebben.

De Middenafdeeling heeft het gepast geacht, de aanneming van deze regeling aan te bevelen.

Daar een lid den wensch had uitgedrukt, kennis te krijgen van het bedrag der rechten, in 1919, op de verschillende soorten goederen van Fransche herkomst geheven, heeft het Bestuur de navolgende tabel overgemaakt :

1. Levende dieren	fr.	37,097	»
2. Voedingswaren en dranken		4,265,510	»
3. Ruwe stoffen of slechts bereide stoffen		990,029	»
4. Afgewerkte producten.		24,953,792	»
TE ZAMEN fr.		30,246,428	»

Onder de *tolrechten*, geheven van de goederen van de tweede groep, zijn niet begrepen de inkomende rechten van de wijnen, als *accijnsrecht* geheven. Volgens de bij den invoer uit Frankrijk vastgestelde hoeveelheden wijnen, mogen de op deze producten betaalde sommen nagenoeg op 5 $\frac{1}{2}$ miljoen frank worden geraamd.

ART. 8. — *Accijnzen* : 95,214,030 frank.

De opbrengst van het accijnsrecht bedroeg in 1919 slechts fr. 44,397,308.43. Onder het beheer der door het Parlement pas aangenomen wetten, evenals uit hoofde van den terugkeer tot de normale toestanden, mag men een veel hooger cijfer tegemoet zien voor het loopende dienstjaar.

Uit onderstaande tabel blijkt dat de ontvangsten voor de maanden Januari en Februari 1920 op meest al de producten, die aan een accijnsrecht onderhevig zijn, de gemiddelde raming der Begrooting overschrijden. Er dient echter te worden gewezen op eene uitzondering van belang : de opbrengst van den brandewijn, welke, met inbegrip van het aandeel van het gemeentefonds, op 50 miljoen was geraamd voor het jaar, bereikt voor de eerste twee maanden slechts 1,115,410 frank.

De belasting op het tabaksverbruik wordt nog niet toegepast ; uit ingewonnen inlichtingen blijkt echter dat zij een zeer voldoende opbrengst geven zal.

PRODUCTEN.	Begrotingsramingen voor 1920.	Sommen geheven gedurende de maanden Januari en Februari 1920.
Buitenlandsche wijnen fr.	13,000,000	2,988,870
Schuimwijnen	1,600	9,370
Brandewijn	50,000,000	1,115,410
Bier	10,000,000	2,491,332
Bierazijn	1,200	»
Andere dan bierazijn	»	13,184
Azijnzuur	5,000	9,059
Geraffineerde suiker en siroop	20,000,000	4,864,681
Glucosen	250,000	67,302
Margarine.	600,000	221,595
Tabak :		
Accijnsrecht op vreemde tabak	6,000,000	2,231,488
Accijnsrecht op inlandsche tabak	8,000,000	980,141
Evenredig verbruiksrecht	15,000,000	(¹)
Wijnen van versch fruit	»	15,495
TE ZAMEN. . fr.	122,857,800	15,007,927

ART. 10-17. — *Registratie, Successierechten, Zegelrecht, enz.* :
163,250,000 frank.

De ontvangsten, in 1919 gedaan wegens rechten van die soort, bedroegen fr. 186,824,928.85, onderverdeeld als volgt :

ART. 10. — Registratie en overschrijving fr.	128,134,501	67
Id. 11. — Griffie	1,098,348	92
Id. 12. — Hypotheek	790,248	18
Id. 13. — Successie	43,145,227	48
Id. 14. — Zegel	18,471,635	73
Id. 15. — Naturalisatiën	»	
Id. 16. — Boeten in zake belastingen	584,510	53
Id. 17. — Strafboeten in verscheidene zaken en schadeloosstelling	568,587	28
TE ZAMEN fr.	192,793,059	79

Laten wij bij dit totaal voegen fr. 5,968,796.04, bedrag van de in 1919 geïnde sommen op de opbrengsten van het dienstjaar 1918, dat op het dienstjaar 1919 moet gebracht worden.

(¹) Dit recht wordt nog niet toegepast.

Ten gevolge van verscheidene omstandigheden, namelijk van de toepassing der wet van 11 October 1919 op de successierechten, komt het als zeker voor, dat de begrootingsramingen voor die artikelen ruimschoots overschreden zullen worden ⁽¹⁾.

Aangaande sommige dezer rechten werden de volgende vragen gesteld :

Vraag.

« Heeft de Regeering de noodige maatregelen getroffen om tot de inning van het zegelrecht op de kwijtbrieven werkelijk te doen overgaan? Hoe hoog schat men de opbrengst van deze belasting? »

Antwoord.

« Schikkingen werden getroffen om het zegelrecht op de kwijtbrieven werkelijk te innen. De teekening van het model is af, met het vervaardigen der galvanoplastische platen zal spoed gemaakt worden om zonder verwijl aan het drukken te kunnen gaan.

» Men moet nochtans voorzien dat dit zegel niet in omloop zal kunnen gebracht worden vóór 1 Juli e. k.

» De vermoedelijke opbrengst van deze belasting is 2,500,000 frank per jaar. »

Vraag.

» Bevat artikel 17 : « Boeten van veroordeelingen in zaken van verschillenden aard, schadeloosstellingen » de veroordeelingen uitgesproken wegens handel met den vijand? Moeten in dit geval de ramingen niet aanzienlijk verhoogd worden?

» Welke zijn onderscheidenlijk de getallen der aanvragen, der veroordeelingen en der ontvangen sommen voor de boeten van dien aard? »

Antwoord.

« Dit artikel bevat al de boeten van welken aard ook, evenals de schadeloosstellingen in boschzaken, waarvan de inning wordt voortgezet op dezelfde wijze als voor de strafboeten.

» De inning van al de sommen bedoeld onder genoemd artikel 17 wordt gedaan door den ontvanger der boeten en gerechtskosten.

» Het zijn de ontvangers der domeinen die belast zijn met de inning der schadeloosstelling, waartoe zij, die handel dreven met den vijand, werden veroordeeld. De sommen, die op die wijze in de Staatskas zullen komen, zullen ingeschreven worden als ontvangsten in hoofdstuk III onder artikel 28 « Domeinen, Kapitale Waarden ». Zij zullen in de toelichting der begrooting

(1) De meerdere opbrengst zal wellicht 150 miljoen bedragen.

het voorwerp uitmaken eener bijzondere onderverdeeling, getiteld : «Schadeloosstellingen uitgesproken ten bate van den Staat in crimineele zaken en in strafzaken. »

« In de uitleggingen verstrekt tot staving van artikel 28 van tabel XVIII ('s Lands Middelen), heeft de Regeering gezegd, dat de opbrengst van deze bron van ontvangsten aanzienlijk diende verhoogd te worden in vergelijking met de voorgaande jaren, omdat men moest voorzien namelijk, de betaling van schadeloosstelling waarover uitspraak is gedaan of zou worden gedaan ten laste van de verraders en van de leveranciers van den vijand. Heden ten dage, zegt zij, bereiken de veroordeelingen 7 miljoen.

» Het Departement van Financiën kent de cijfers der eischen tot schadeloosstelling niet. Het zal volstaan erop te wijzen dat, naar luid van uittreksels uit vonnissen, welke ons tot nu toe werden overgemaakt, het bedrag der veroordeelingen 65 miljoen overschrijdt. Het Ministerie van Financiën is met dat van Justitie overeengekomen dat dit laatste aan het eerste de uittreksels uit de vonnissen zou overmaken naar gelang de veroordeelingen worden geveld.

» Om het bedrag der gedane ontvangsten te kennen, zou men moeten inlichtingen vragen aan al de kantoren der Registratie en der Domeinen van het land. Men kan het bedrag der tot heden toe gedane ontvangsten ramen op een miljoen.

» Op het eerste gezicht moet dit cijfer weinig hoog voorkomen, zoo men het stelt tegenover het cijfer der uitgesproken vonnissen. Er dient echter te worden aangemerkt, dat meest al de schuldenaars getroffen worden door de belasting op de oorlogswinsten, belasting voor welker heffing het beheer der belastingen een voorrecht bezit; anderen hebben hun vermogen in den vreemde buiten gevaar voor de vervolgingen van den Belgischen Staat belegd; ten slotte, worden in vele gevallen de vervolgingen tot betaling voortgezet. »

Alvorens dit onderzoek naar de inkomsten der belasting te sluiten, zullen wij erop wijzen dat, naar de ramingen van het bevoegde Beheer, de belasting op de Beursverrichtingen eene ontvangst van 3 1/2 miljoen frank opbrengen zal. Het is gekend dat deze belasting geheven wordt, ten beloope van 0.30 p. d., van de waarden die het voorwerp van met belasting getroffen verrichtingen uitmaken (Wet van 1913). Onlangs heeft in Frankrijk de Wisselcommissie van de Kamer der Afgevaardigden besloten tot de verhooging der rechten op de Beursverrichtingen, behoudens voor de Fransche rente, en het bedrag van 0.50 t. h. voorgesteld ⁽¹⁾. Zoo in België dergelijke maatregel wordt ingevoerd, loopt men, naar het schijnt, geen gevaar den omvang der verhandelingen te zien verminderen, mits het bedrag der belasting op redematige wijze worde vastgesteld.

(1) *Bulletin de Documentation économique*, n° 120, art. 3526.

HOOFDSTUK II.

Weggelden.

ART. 18. — *Rivieren en vaarten* : 2,000,000 frank.

ART. 19. — *Aandeel van den Staat in de zuivere opbrengst der Schelde-
kaaien, te Antwerpen* : 600,000 frank.

ART. 20. — *Voorhaven van Oostende en vlotdok van Nieuwpoort. Kaai-
en dokrechten* : 20,000 frank.

ART. 21. — *Aandeel van den Staat in de zuivere opbrengst der voorhaven
van Gent* : 500,000 frank.

Deze artikelen kunnen steeds toenemende ontvangsten opleveren, naarmate de herstellingswerken het vervoer te water zullen bevorderen.

ART. 22. — *Spoorwegen* : 600,000,000 frank.

ART. 23. — *Telegraaf en telefoon* : 34,715,200 frank.

ART. 24. — *Posterijen* : 38,876,920 frank.

Over deze drie cijfers, welke een overwegenden invloed hebben op de uitkomsten van het financieel dienstjaar van den Staat, worden nadere uitleggingen gegeven in het verslag over de Begrooting van Spoorwegen.

ART. 25. — *Opbrengst van den stoombootdienst tusschen Oostende
en Dover* : 4,000,000 frank.

ART. 26. — *Opbrengst van den overzetsdienst van Antwerpen
naar het Vlaamsch Hoofd* : 400,000 frank.

ART. 27. — *Opbrengst van den vervoerdienst op binnenwaters* :
29,660,000 frank.

Voor deze drie artikelen is er, in 't geheel, eene vermeerdering van ontvangsten van 26,890,000 frank, waarvan de raming steunt op de toeneming van het verkeer en de verhooging van de tarieven.

HOOFDSTUK III

Kapitalen en inkomsten.

De geheele opbrengst van de ontvangsten, in dit hoofdstuk voorzien, bedraagt 60,803,385 frank tegen 67,060,305 frank geraamd voor 1919. De verhoogingen en de verminderingen zijn met nauwgezetheid gewettigd in de nota tot staving van de ramingen der ontvangsten, aan het begrootingsontwerp toegevoegd.

In dit hoofdstuk vermelden wij slechts drie artikelen, welke een bijzonder belang opleveren :

ART. 28. — *Domeinen* : 15 miljoen frank, verhooging van 11,500,000 frank in vergelijking met de ramingen voor 1919.

De voornaamste oorzaak van deze verhooging is de volgende : onder dit artikel zullen uitgetrokken worden de sommen wegens schadeloosstelling, door den Staat bekomen van de personen die krachtens artikel 115 van het Strafwetboek worden gestraft. Uitleggingen worden hieromtrent hierboven gegeven naar aanleiding van artikel 17 der Tabel.

ART. 37. — *Opbrengst van de belegging der gelden voor borgtochten en consignatiën* : 2,350,000 frank tegen 12,500,000 frank in 1919.

ART. 45. — *Aandeel, door de wet van 26 Maart 1900 aan den Staat voorbehouden in de jaarlijksche winsten van de Nationale Bank van België* : 5 miljoen frank tegen 16 miljoen frank.

In de begrootingsramingen voor 1919 waren begrepen de achterstallige opbrengsten van 1914 tot 1918.

ART. 46. — *Bonificatie van een vierde ten honderd per halfjaar op het overschot der gemiddeld boven 275 miljoen frank in omloop zijnde bankbriefjes van de Nationale Bank van België (Wet van 26 Maart 1900, art. 2, 3^o lid)* : 22 miljoen frank tegen 20 miljoen frank in 1919.

Krachtens de wet van 19 Juli 1919 is deze bonificatie verminderd met eene som van 8,430,000 frank wegens de aan den Staat gedane voorschotten voor het inwisselen van het Duitsch geld. Ten aanzien van de Begrootingsbalans kan men bezwaren aanvoeren tegen de handelwijze welke hierin bestaat dat men de geheele ontvangst in de Gewone Begrooting behoudt en dat men de vermindering, die op gezegde ontvangst moet geschieden, voorstelt als eene buitengewone uitgave.

HOOFDSTUK IV.

Terugbetalingen.

De ontvangsten van dit hoofdstuk bedragen 19,707,924 frank tegen 45,968,624 frank, uitgetrokken op de Begrooting voor 1919.

Bij artikel 50 : *Kosten van ontvangst der provinciale en gemeentelijke inkomsten*, komt eene verhooging van 5,500,000 frank voor, wegens den toenemenden aangroei dier inkomsten en de verhooging van het bedrag der korting.

Als verminderingen dienen te worden vermeld :

ART. 56. — *Verschillende en toevallige ontvangsten* : 4 miljoen frank tegen 9,820,700 frank in 1919. Dat is het gevolg van het feit, dat aan het dienstjaar 1919 ten goede zijn gekomen terugbetalingen verschuldigd door het Weduwen- en Weezenfonds, welke 17,820,700 frank bedroegen.

ART. 62. — *Bijdrage van de provinciën en van de gemeenten in de betaling van de pensioenen der gemeentonderwijzers* (wet van 16 Mei 1876) : 5,731,800 frank tegen 20,071,800 frank.

In ditzelfde crediet waren, in 1919, achterstallen begrepen ten beloope van 14,700,000 frank.

TWEEDE AFDEELING. — UITZONDERLIJKE ONTVANGSTEN.

ART. 66. — *Bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten* : 150,000,000 frank, verhooging van 50,000,000 frank in vergelijking met de ramingen aangenomen voor 1919.

Het geldt aanslagen die op de rollen van 1920 zullen gebracht worden overeenkomstig de voorschriften van 's Rijks boekhouding.

* * *

De Middenafdeeling heeft het verlangen uitgedrukt, kennis te nemen van de tabel van hen, die de bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten verschuldigd zijn ; er werd haar geantwoord :

« Het Beheer is niet in bezit van de lijst dergenen, die de bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten verschuldigd zijn ; zij kan

enkel verwijzen naar de inlichtingen die voorkomen in het verslag aan de Kamers over de toepassing van gezegde belasting. » (Stuk n° 146.)

Op 31 Januari 1920 :

Bedroegen 718 aanslagen, vastgesteld tot bewaring van de rechten van den Staat, te zamen fr. 466,592.70 belasting ;

Bleek uit 7,010 aangiften, door de Zettingscommissie aangegaan, dat de winsten 336,866,249 frank bedroegen ;

Verder door 53,797 ingediende aangiften werden winsten erkend waarvan het geheel bedrag 497,669,480 frank bereikt. Dit laatste cijfer is blijkbaar beneden de werkelijkheid.

Daaruit kan men besluiten dat de raming van 150 miljoen frank, in de tegenwoordige begrooting voorzien, op oordeelkundige wijze is vastgesteld.

ART 67. — *Opbrengst van den oorlogsbuit* : 80 miljoen frank.

ART. 68. — *Opbrengst van den verkoop van het legermaterieel en van de legervoorraden* : 20 miljoen frank.

Deze cijfers zijn aangenomen volgens weinig bepaalde gegevens. Wij doen opmerken dat, in de begrooting voorgesteld door de Fransche Regeering, die vereffening van de legervoorraden bijdraagt in de buitengewone ontvangsten, wat in overeenstemming schijnt met de beginselen die bij het opmaken van de begrotingen in acht genomen worden. De oorlogsbuit schijnt logisch te moeten gelijkgesteld worden met de voorraden.

ART. 69. — *Terugbetaling door Duitschland van de kosten der Belgische bezettingstroepen* : 95 miljoen frank.

Dit cijfer wordt in de kolom van toelichtingen gewettigd.

DERDE AFDEELING. — BUITENGEWONE ONTVANGSTEN.

ART. 74. — *Opbrengst van den verkoop van voedingsmiddelen*
1,359 miljoen frank.

Volgens de ramingen voor het dienstjaar 1919 was er evenwicht tusschen de ontvangsten en de uitgaven van den Dienst voor Bevoorrading; integendeel voor het jaar 1920 wordt een aanzienlijk te kort te gemoet gezien. Het algemeen Verslag heeft er een overzicht van gegeven. Buiten

het verschil, dat er bestaat tussehen de ontvangst, op dit artikel uitgetrokken, en het geheel bedrag der uitgaven voorzien bij artikel 102 van de tabel XVII voor de bevoorrading van de burgerlijke bevolking, moet men een verlies voorzien van 150 tot 200 millioen op den verkoop van brood. Het te kort zal in 't geheel ten minste 300 millioen bedragen buiten de onderstandsgelden.

ART. 75. — *Voorafneming op de gewone begrooting, van het aandeel dat haar toekomt in de lasten der Openbare Schuld, opgenomen in de buitengewone begrooting : 40 millioen frank.*

Dit artikel, dat de tegenwaarde van artikel 10 der tabel I is, zal moeten wegvallen, indien de Kamer de door de Middenafdeeling voorgestelde methode aanneemt voor de rangschikking van de lasten der Openbare Schuld.

*
* * *

Bij het sluiten van hare werkzaamheden werd door de Middenafdeeling erkend dat men, zoo spoedig mogelijk, een *betrekkelijk* evenwicht in 's Rijks begrooting moest tot stand brengen, m. a. w., dat de uitgaven, welke noch uitzonderlijke of tijdelijke uitgaven zijn noch op de oorlogsvergoeding kunnen teruggevorderd worden, door normale en bestendige ontvangsten dienden gedekt te worden. Verschillende fiscale inkomsten worden in bedenking gegeven; eenieder bleef bij zijne eigen meening over die vraagstukken, welke niet tot het onderzoek van de begrooting behooren.

*
* * *

Onder voorbehoud van bovenstaande aanmerkingen stelt de Middenafdeeling u voor, Mijne Heeren, de begrooting van 's Lands Middelen goed te keuren, zooals zij u overgelegd is.

De Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter.
EMILE BRUNET.
